



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 24 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WESTFALEN FRANCE

Parc d'activités Belle Fontaine
57780 Rosselange

Références : CL/NM/2025/M_41
Code AIOT : 0005402644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement WESTFALEN FRANCE implanté à Torcy (71210), route du bois Morey (Le Creusot). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et l'action nationale « sécheresse ». Elle s'est notamment appuyée sur les conclusions de la visite d'inspection du 14/08/2020 qui portait sur ce même sujet et les actions qu'avait alors apportées l'exploitant pour y répondre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Établissement : WESTFALEN FRANCE	Régime : Autorisation
Adresse : Route du bois Morey (Le Creusot) 71210 Torcy	Statut Seveso : Non Seveso
Code AIOT : 0005402644	IED : Non

La société Westfalen France exploite à Torcy une unité de production d'azote, d'argon et d'oxygène liquéfiés et comprimés.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012, dont les prescriptions ont été renforcées par l'arrêté du 12/06/2020 pour tenir compte des enjeux gravitant autour de la protection de la ressource en eau. L'établissement relève du statut Seveso seuil bas au titre de la quantité d'oxygène susceptible d'être présente.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	INSP 2020 (suites) Adaptations des prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	INSP 2020 (suites) Portée de la décision préfectorale	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 1.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	INSP 2020 (suites) Étude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
6	AN 2024 Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	AN 2024 Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	AN 2024 Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	INSP 2020 (suites) Adaptations des prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1
5	INSP 2020 (suites) Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.1.1
8	AN 2024 Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit globalement mieux prendre en compte les mesures de restrictions sur les prélèvements et la consommation en eau, en renforçant notamment son organisation et ses procédures.

2-4) Fiches de constats

(voir pages suivantes)

N° 1 : INSP 2020 (suites) | Adaptations des prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Dès lors que le niveau de restriction « alerte » est atteint : <ul style="list-style-type: none">– un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage d'une fréquence hebdomadaire à journalière/passage d'une fréquence journalière à 2 fois par jour) ;– l'exploitant intègre, dans son processus de suivi des consommations d'eau, un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils de sécheresse.
Constats : Cette prescription avait fait l'objet d'une non-conformité en 2020. L'exploitant y avait alors remédié en renforçant le suivi de la consommation à chaque relève de poste, soit 2 fois par jour, et ce, à partir du niveau « alerte ». Cette proposition avait été jugée acceptable par l'inspection des installations classées. Cependant, dans les faits, un seul relevé est réalisé quotidiennement, lors de la prise de poste de l'équipe du matin, et ce, quel que soit le niveau de restriction. On constate donc un écart entre ce qui est fait et ce qui est écrit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit renforcer son organisation de sorte à s'assurer que la procédure définie est correctement appliquée. Il communiquera le fruit de cette réflexion à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : INSP 2020 (suites) | Mesures spécifiques visant à la réduction des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Veille du niveau de restriction
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des mesures spécifiques visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau (...)
Constats : L'inspection avait relevé une non-conformité en 2020 en critiquant le protocole de veille des niveaux de restriction. L'exploitant l'avait alors modifié : la veille serait désormais hebdomadaire, et ce, dès la restriction de niveau « alerte ». Rappelons ici que l'échelle de restriction comprend quatre niveaux de gravité : « vigilance », « alerte », « alerte renforcée » et « crise ». Aucun enregistrement n'ayant été prévu pour assurer la traçabilité de cette veille, le contrôle de la bonne application de ce protocole n'est pas possible. Ceci étant dit, l'inspection estime que ce protocole peut être encore amélioré en : <ul style="list-style-type: none">– activant la veille dès le niveau « vigilance » ;– s'abonnant à l'alerte électronique offerte par la nouvelle plateforme internet du Gouvernement, https://vigieau.gouv.fr/ dès que les restrictions changent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant s'interrogera sur l'opportunité d'améliorer le protocole de veille en :</p> <ul style="list-style-type: none"> – activant la veille dès le niveau « vigilance » ; – s'abonnant à l'alerte électronique offerte par la nouvelle plateforme internet du Gouvernement, https://vigieau.gouv.fr/ dès que les restrictions changent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : INSP 2020 (suites) | Étude technico-économique de réduction des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des prélèvements en cas de crise
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place (...) une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel ou sur le réseau de distribution et/ou des rejets aqueux dans le milieu naturel ou en station d'épuration externe. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaire lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées avait relevé une non-conformité en 2020, estimant que l'exploitant n'avait poussé sa réflexion assez loin pour limiter ses prélèvements en cas de crise. L'exploitant y avait alors répondu en mettant en place une procédure spécifique référencée « WGF-07-PRO1200_Continuité de service – Anticipation d'un arrêt de l'ASU Le Creusot ».</p> <p>Cependant, dans les faits, l'exploitant ne met en œuvre aucune restriction particulière en cas de crise : l'installation ne peut fonctionner qu'avec un volume d'eau nominal incompressible, ne permettant aucun ajustement sauf à la mettre à l'arrêt.</p> <p>Ceci étant dit, l'exploitant travaille actuellement sur des mesures de sobriété hydrique qui permettraient d'exercer une pression moins forte sur les ressources en eau en période de crise comme en période normale. Ces mesures incluent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'optimisation du procédé de nettoyage des filtres à sable (conditionnée à l'octroi d'une aide de l'Agence de l'eau) ; – le recyclage des eaux de purge des tours aéroréfrigérantes (TAR) par un procédé basé sur l'osmose inverse (conditionnée à l'octroi d'une aide de l'Agence de l'eau) ; – le remplacement des alvéoles d'évaporation et des pales des TAR, passant de 8 à 6, plus performantes. L'exploitant escompte que ces opérations de modernisation, dont les investissements sont programmés, en améliorent le rendement énergétique.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant développera ses axes de réflexion et les portera à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : INSP 2020 (suites) | Adaptations des prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efforts produits pour réduire les consommations
Prescription contrôlée : (...) Avant le 30 juin 2020, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une synthèse de l'historique des efforts mis en place jusqu'à présent afin de réduire les consommations d'eau (investissement, infrastructure, adaptation de la production, restriction, etc.)
Constats : En 2020, l'inspection des installations classées avait constaté une non-conformité en raison de l'absence de la synthèse demandée avant le 30 juin. En réponse, l'exploitant avait justifié de plusieurs actions déjà entreprises allant dans le sens des efforts attendus, comme l'arrêt de l'usine lors des périodes où l'enjeu de la préservation de l'eau est le plus critique, notamment en période estivale. L'inspection des installations classées tient à préciser que l'arrêt de l'usine pendant la saison de l'été est programmé bien à l'avance et qu'il n'est pas réellement ajusté selon la situation hydrique du moment. La valorisation de cette action paraît ici discutable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : INSP 2020 (suites) | Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Volume maximal annuel autorisé
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes (...) : 80 000 m ³ (eau industrielle).
Constats : En 2020, l'inspection des installations classées a constaté une non-conformité liée à des prélèvements d'eau annuel excédant 100 000 m ³ (2018 et 2019). L'exploitant avait justifié cette situation en indiquant que, bien qu'aucune demande en ce sens n'ait été formulée de sa part, le volume maximal autorisé avait été déprécié par l'inspection des installations classées lors de la régularisation de son autorisation environnementale en 2012, passant de 120 000 m ³ à 80 000 m ³ . Aujourd'hui, le même constat demeure et l'exploitant sollicite une révision de son arrêté préfectoral en vigueur afin de rétablir le volume maximal initialement prescrit par l'arrêté antérieur publié en 2010. Après vérification du dossier déposé à l'époque, l'inspection des installations classées n'est pas parvenue pas à expliquer les raisons ayant conduit à la réduction du volume autorisé en 2010. En conséquence, il est proposé au préfet d'acter le retour à la situation nominale en rétablissant le volume initialement prescrit, soit 120 000 m ³ .
Type de suites proposées : Prescription inadaptée
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 6 : AN 2024 | Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I.- Les installations classées mentionnées à l'article 1 ^{er} , à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">– vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;– alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;– alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;– crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. (...) III.- Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau (...)
Constats : La zone hydrographique dont relève le site industriel de Torcy est entrée en niveau d'alerte le 14/06/2023, puis en alerte renforcée entre le 27/07/2023 et 09/08/2023. Elle est alors repassée en régime d'alerte jusqu'au début de l'automne. Le respect de la prescription est ici difficilement appréciable puisque le volume de référence n'a pas été établi (voir fiche de constat suivante). Quoi qu'il en soit, l'exploitant explique ne pas avoir réellement cherché à ajuster ses prélèvements en eau avec les niveaux de restriction en raison du volume d'eau incompressible nécessaire au bon fonctionnement de ses installations, dont la gestion des arrêts et des redémarrages est très délicate sur le plan technique et donc économique. Cette négligence peut être qualifiée en non-conformité cependant qu'il convient de noter que l'établissement a fermé ses portes entre le 04/08 et 22/08.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera tout de même à l'exercice analytique en transmettant les éléments d'appréciation sur la période du 14/06 au 14/09/2023 (consommation journalière vs volume de référence).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : AN 2024 | Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : <p>II.- Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1^{er}.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas calculé le volume de référence (non-conformité).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : cf. fiche de constat précédente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : AN 2024 | Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Les installations nécessaires aux activités suivantes :<ul style="list-style-type: none">– captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;– captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;– alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;

<ul style="list-style-type: none"> – transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; – production, distribution et cogénération d'électricité ; – production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; – production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; – collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; – nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <ol style="list-style-type: none"> 2. Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ; 3. Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4. Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.
<p>Constats :</p> <p>Le site de Torcy ne répond à aucun des critères d'exemption mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : AN 2024 | Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, l'exploitant devait communiquer les volumes journaliers à partir du 30 juin, en raison du passage au niveau d'alerte renforcée décidé le 27 juin.</p> <p>Aucune transmission n'a été assurée (non-conformité).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réinterrogera son organisation afin de mieux appréhender cette disposition réglementaire et informera l'inspection des installations classées des suites données. Il pourra pour cela s'appuyer utilement sur la note d'application ministérielle du 13/08/2024 : <https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-300623-relatif-mesures-restriction-periode-secheresse-portant-prelevement>

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois